

ASSEMBLÉE NATIONALE  
Trente-quatrième Législature, première session

1991, chapitre 87  
**LOI CONCERNANT LA VILLE  
DE SAINT-HUBERT**

---

**Projet de loi 303**

présenté par Madame Christiane Pelchat, député de Vachon

Présenté le 19 novembre 1991

Principe adopté le 18 décembre 1991

Adopté le 18 décembre 1991

**Sanctionné le 18 décembre 1991**

---

**Entrée en vigueur: le 18 décembre 1991, sauf l'article 48 qui entrera en vigueur à la date fixée  
par le gouvernement**

---

**Loi modifiée:** Aucune



**Éditeur officiel**  
Québec





## CHAPITRE 87

### Loi concernant la ville de Saint-Hubert

[Sanctionnée le 18 décembre 1991]

Préambule **ATTENDU** que la ville de Saint-Hubert a intérêt à ce que certains pouvoirs lui soient accordés;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

### CHAPITRE I

#### RÈGLEMENT PORTANT REMEMBREMENT

Remembre-  
ment **1.** La ville de Saint-Hubert peut, par règlement, remembrer des immeubles compris dans le territoire décrit en annexe pour constituer, sur la base des lots originaires ou, autrement, des terres agricoles susceptibles d'exploitation véritable et continue.

Description  
des im-  
meubles **2.** Tout règlement portant remembrement doit décrire les immeubles compris dans le périmètre de remembrement et indiquer le nom de leur propriétaire.

Transmis-  
sion  
aux proprié-  
taires **3.** Le règlement ne peut être adopté à moins que copie du projet de règlement n'ait été expédiée par la ville, depuis au moins 30 jours, par courrier certifié ou recommandé, à chacun des propriétaires des immeubles qu'il est proposé de remembrer.

Approbation  
du ministre **4.** Avant la publication qui en est faite conformément à l'article 362 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19), le règlement doit être soumis à l'approbation du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Avis à la G.O.Q.	Le ministre peut approuver le règlement avec ou sans modification. S'il l'approuve, il en donne avis à la <i>Gazette officielle du Québec</i> . Cet avis contient une description du périmètre délimité au règlement approuvé par le ministre.
Entrée en vigueur	Le règlement entre en vigueur à la date de la publication de l'avis du ministre ou à toute date ultérieure qui y est fixée.
Enregistrement interdit	<b>5.</b> Le règlement peut également porter interdiction d'enregistrer un acte ou de déposer un plan au bureau d'enregistrement, à l'égard d'un immeuble compris dans un périmètre de remembrement.
Avis d'interdiction	La ville transmet alors un avis de cette interdiction au registrateur de la division d'enregistrement et ce dernier l'affiche au bureau d'enregistrement.
Durée	La durée de l'interdiction est fixée par la ville. Elle ne peut excéder 60 jours de la date d'affichage de l'avis.

## CHAPITRE II

### RÉALISATION D'UN REMEMBREMENT

#### SECTION I

##### POUVOIR D'ACQUÉRIR DES TERRAINS

Acquisition d'immeubles	<b>6.</b> Pour réaliser un remembrement, la ville peut acquérir à l'amiable ou par expropriation tout immeuble ou droit réel immobilier situé dans un périmètre de remembrement.
Offre d'échange	Elle peut, en contrepartie, offrir à son propriétaire un immeuble dont elle est propriétaire dans la municipalité et qui est de valeur comparable à celle de l'immeuble qu'elle entend acquérir.
Offre d'argent	Elle peut également, lorsque l'échange pur et simple ne lui paraît pas approprié, offrir, en contrepartie, une somme d'argent en lieu ou en sus d'un immeuble.
Évaluation	<b>7.</b> Un immeuble faisant l'objet d'un remembrement s'évalue à la date de l'envoi de l'avis prévu à l'article 10.
Servitude	<b>8.</b> La ville peut acquérir ou consentir toute servitude nécessaire à la réalisation d'un remembrement, même sur un immeuble situé en dehors d'un périmètre de remembrement.

Disposition  
non appli-  
cable

**9.** Sauf disposition contraire du présent chapitre, le titre II de la Loi sur l'expropriation (L.R.Q., chapitre E-24) ne s'applique pas à une expropriation dont la contrepartie consiste pour tout ou partie en un immeuble.

## SECTION II

### PROCÉDURE D'ÉCHANGE

#### § 1.—Avis

Significa-  
tion de  
l'avis

**10.** L'échange commence par la signification au propriétaire d'un avis à cette fin. L'article 40.1 de la Loi sur l'expropriation s'applique à la signification de cet avis.

Publication

Cet avis doit aussi être publié dans un journal circulant sur le territoire de la ville et à la *Gazette officielle du Québec*, au moins 10 jours avant son envoi au propriétaire.

Contenu de  
l'avis

L'avis doit contenir, notamment, les renseignements suivants :

1° le nom du propriétaire ;

2° la désignation cadastrale de l'immeuble exproprié ;

3° la désignation cadastrale de l'immeuble offert en contrepartie ;

4° les délais pour présenter une opposition à la ville et pour soumettre une demande à la Chambre de l'expropriation conformément à la présente loi.

Montant de  
la contre-  
partie

Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article 6, l'avis doit mentionner le montant que la ville offre en contrepartie.

Opposition

**11.** Un propriétaire ou toute personne intéressée ayant des droits sur l'immeuble mentionné dans l'avis peut, dans les 90 jours de la date de la signification de l'avis au propriétaire, transmettre à la ville une opposition écrite et motivée à la contrepartie offerte par la ville.

Acceptation  
présumée

Le propriétaire d'un immeuble pour lequel la ville n'a reçu aucune opposition dans le délai mentionné au premier alinéa est réputé avoir accepté l'échange proposé et aucune réclamation ne peut ultérieurement être produite pour cet immeuble.

Échange

À l'expiration de ce délai, la ville procède à l'échange avec les propriétaires des immeubles pour lesquels elle n'a reçu aucune opposition.

Opposition **12.** Si dans le délai mentionné à l'article 10, un propriétaire ou toute personne intéressée ayant des droits sur l'immeuble mentionné dans l'avis présente une opposition écrite et motivée, la ville tente d'en venir à une entente avec ce propriétaire ou cette personne.

Entente Si une entente a lieu, elle doit être constatée par écrit signé par la ville et toute personne qui s'est prévaluée du premier alinéa.

Recours à la Chambre d'expropriation **13.** À défaut d'entente dans les 60 jours de l'expiration du délai pour transmettre l'avis d'opposition, le propriétaire ou la personne intéressée peut dans les 15 jours suivant l'expiration de ces 60 jours, par requête signifiée à la ville, demander à la Chambre de l'expropriation de la Cour du Québec de fixer le montant de la juste contrepartie découlant de l'expropriation.

Délai Si à l'expiration de ce délai de 15 jours aucune requête n'a été faite à la Chambre de l'expropriation, la ville peut procéder à l'échange tel que proposé à l'exproprié. Dans ce cas, aucune réclamation ne peut ultérieurement être produite pour cet immeuble.

## § 2.—*Transfert de propriété*

Enregistrement **14.** Le transfert de propriété des immeubles faisant l'objet d'un avis visé à l'article 10 s'opère par l'enregistrement de cet avis.

Désistement Si, dans l'année qui suit la date à laquelle la ville acquiert le droit de procéder à l'échange en vertu du deuxième alinéa de l'article 13, l'avis visé au premier alinéa du présent article ou un autre acte transférant à la ville la propriété de l'immeuble concerné n'est pas enregistré, la ville est réputée s'être désistée.

Chose jugée Il en est de même si, dans l'année qui suit la date à laquelle une décision rendue en vertu des articles 20 et 21 acquiert l'autorité de la chose jugée, l'avis visé au premier alinéa ou un autre acte transférant à la ville la propriété de l'immeuble concerné n'est pas enregistré.

Disposition non applicable Le cinquième alinéa de l'article 2131 du Code civil du Bas-Canada ne s'applique pas à l'avis visé au premier alinéa.

Fin de l'interdiction **15.** Cet enregistrement met fin à toute interdiction imposée en vertu de l'article 5 à l'immeuble en cause, même s'il est fait avant l'expiration de la période fixée.

Indemnité provisionnelle Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article 6, le transfert ne s'opère que si la ville a, avant l'enregistrement, déposé au greffe

de la Cour supérieure, pour le compte de l'exproprié, une indemnité provisionnelle d'au moins 70 % de la somme d'argent qu'elle a offerte et si elle a transmis à ce dernier un avis de ce dépôt. Cette somme ne peut être retirée ou distribuée tant que la ville conserve la faculté de se désister.

Transmis-  
sion au  
registrateur

**16.** La ville transmet au registrateur de la division d'enregistrement et au ministre de l'Énergie et des Ressources une copie de l'avis fixant la période d'interdiction, imposée en vertu de l'article 5.

Affichage  
de l'avis

Le registrateur doit afficher cet avis à son bureau pendant la période d'interdiction et ne peut, dans cet intervalle, accepter pour enregistrement un acte comportant l'aliénation d'un immeuble visé par l'avis.

Dépôt d'un  
plan

Le ministre de l'Énergie et des Ressources ne peut, durant la même période, accepter le dépôt d'un plan modifiant un lot visé par l'avis.

Nullité

**17.** Tout enregistrement fait en contravention des articles 5 et 16 est sans effet à l'égard de la ville.

Effet de  
l'avis

**18.** L'avis visé à l'article 10 relatif à un échange avec un propriétaire qui a aliéné un terrain pendant la période d'interdiction conserve son effet à l'égard de tout cessionnaire.

Enregistre-  
ment

Après l'enregistrement d'un avis visé à l'article 10, l'une des parties peut procéder à l'enregistrement d'un acte fait pendant la période d'interdiction en déposant avec celui-ci, le cas échéant, un avis indiquant la nouvelle désignation de l'immeuble attribué par l'échange.

Titre de  
propriété

**19.** La ville transmet au propriétaire avec qui un échange est intervenu une copie ou un extrait certifié conforme de l'avis visé à l'article 10 le concernant; cette copie ou cet extrait vaut titre de propriété.

### SECTION III

#### ÉVALUATION DE LA CONTREPARTIE

Audition

**20.** Lorsqu'une personne lui en fait la demande conformément à l'article 13, la Chambre de l'expropriation entend les parties et fixe la contrepartie due à l'exproprié suivant l'article 6.

Versement **21.** Elle peut, à titre de contrepartie, ordonner le versement d'une somme d'argent seulement ou le versement d'une soulte.

Dispositions applicables **22.** Les articles 40.1, 47, 48, 52, 52.1, 58 et 68 de la Loi sur l'expropriation s'appliquent à l'instance compte tenu des adaptations nécessaires.

### CHAPITRE III

#### EFFET D'UN REMEMBREMENT

##### SECTION I

###### DROITS ET OBLIGATIONS DES PROPRIÉTAIRES

Nouveau propriétaire **23.** À compter du transfert de propriété résultant d'un échange, les immeubles qui en sont l'objet ne sont plus soumis qu'à l'exercice des droits et actions nés du chef du nouveau propriétaire.

Droits réels Les droits réels, autres que les servitudes d'utilité publique, affectant les immeubles faisant l'objet d'un échange s'exercent de plein droit sur ceux offerts en contrepartie dans l'avis visé à l'article 10 sujet aux formalités de l'article 26.

Dépôt au greffe **24.** Une somme d'argent versée par la ville après la signification d'un avis visé à l'article 10 relativement à un immeuble doit être déposée au greffe de la Cour supérieure.

Distribution Une fois la propriété de l'immeuble transférée, la somme est distribuée par le protonotaire conformément aux règles du Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25) en matière de saisie-exécution immobilière.

Mesures reportées **25.** Les mesures d'exécution prises avant le transfert de propriété sont reportées sur les immeubles offerts en contrepartie dans l'avis visé à l'article 10.

Renouvellement du droit réel **26.** Tout droit réel affectant un immeuble pour lequel un avis visé à l'article 10 a été déposé pour enregistrement doit, pour conserver son effet, être renouvelé sur le nouvel immeuble offert en contrepartie, dans un délai de six mois en la manière prescrite par les articles 2172 et 2172a du Code civil du Bas-Canada.

Privilèges et hypothèques Le présent article n'affecte pas le rang des privilèges et hypothèques qui grevaient l'immeuble offert en contrepartie immédiatement avant l'enregistrement de l'avis visé à l'article 14.



Dommages-  
intérêts

**27.** Malgré l'article 1598 du Code civil du Bas-Canada, la personne qui est évincée d'un immeuble que la ville lui a cédé en contrepartie ne peut réclamer que des dommages-intérêts.

Renouvelle-  
ment du  
droit réel

**28.** Dès le dépôt d'un avis visé à l'article 10, le registrateur expédie, par lettre recommandée ou certifiée, à chaque créancier hypothécaire ou privilégié qui a donné avis de son adresse ou de son domicile élu, un avis le notifiant de renouveler sur l'immeuble offert en contrepartie dans l'avis visé à l'article 10 l'enregistrement du droit réel dont il apparaît être titulaire.

Mention à  
l'index des  
immeubles

Mention de la présente loi est faite à l'index des immeubles en regard de l'immeuble anciennement affecté par un droit réel et de celui offert en contrepartie dans l'avis visé à l'article 10.

Radiation  
des inscrip-  
tions

Cette mention opère radiation des inscriptions portées en regard de l'immeuble anciennement affecté par un droit réel et prend effet lors du renouvellement fait conformément à l'article 26 ou, à défaut, à l'expiration du délai qui y est prévu.

## SECTION II

### CONFECTION DES PLANS ET ÉTABLISSEMENT DES TITRES DE PROPRIÉTÉ

Utilisation  
à des fins  
agricoles

**29.** Lorsque la ville, dans le cadre de la présente loi, devient propriétaire d'un lot originaire ou d'immeubles suffisants pour une utilisation à des fins agricoles, elle dépose auprès du ministre de l'Énergie et des Ressources un plan comportant l'annulation ou le remplacement de numéros de lots dont elle est propriétaire conformément à l'article 2174a et aux alinéas 1 à 5 de l'article 2174b du Code civil du Bas-Canada.

Approbaton  
du ministre

**30.** Toute opération faite en vertu de l'article 29 doit être approuvée, au préalable, par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Désignation  
suffisante

**31.** Malgré l'article 2168 du Code civil du Bas-Canada, dans tout document rédigé en vue d'acquérir la propriété d'un immeuble situé dans le territoire décrit en annexe, l'emploi d'une désignation semblable à celle qui apparaît dans le titre d'acquisition du propriétaire est réputée suffisante pour transférer à la ville le droit à la propriété de cet immeuble.

Aliénation  
d'une partie  
de lot

Il en est de même, dans le cas où le propriétaire a aliéné, par titre enregistré, une partie de lot, si le document mentionne qu'il s'agit du résidu du lot ou de la partie de lot acquis par cette personne.

Désignation Dans le cas d'une partie de lot, la mention du numéro de ce lot et du numéro d'enregistrement du dernier titre d'acquisition inscrit à l'index des immeubles suffit sans qu'il soit nécessaire de désigner cet immeuble conformément à l'article 2168 du Code civil du Bas-Canada.

## CHAPITRE IV

## DISPOSITIONS DIVERSES

Responsabilité **32.** Un avis visé à l'article 10 lie une personne qui acquiert l'immeuble exproprié avant l'enregistrement prévu à l'article 14.

Cession de l'immeuble Toutefois, si le propriétaire à qui a été signifié l'avis visé à l'article 10 cède l'immeuble concerné après s'être adressé à la Chambre de l'expropriation, l'article 43 de la Loi sur l'expropriation s'applique.

Avis au ministre **33.** La ville doit aviser le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du remembrement d'un lot de façon telle qu'il puisse être utilisé à des fins agricoles. Elle doit également transmettre copie de cet avis à la Fédération régionale de l'union des producteurs agricoles.

Exploitation agricole La ville doit offrir ce lot en vente, à sa valeur réelle, dans l'année qui suit son remembrement, afin qu'il soit exploité à des fins agricoles.

Location **34.** À défaut pour la ville de trouver un acquéreur pour un lot à sa valeur réelle, la ville peut, avec l'approbation préalable du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, le louer à des fins agricoles, le retenir ou l'utiliser à toute fin autorisée par la Commission de protection du territoire agricole du Québec s'il s'agit d'une fin municipale.

Vente ou bail **35.** Un acte de vente ou un bail conclu en vertu des articles 33 ou 34 peut comporter toute condition propre à assurer l'exploitation à des fins agricoles de l'immeuble qui en est l'objet.

Résiliation d'un bail **36.** La ville peut, moyennant un préavis de six mois adressé au locataire ou à l'occupant de bonne foi d'un immeuble dont elle a acquis la propriété, résilier tout bail autre que celui consenti en vertu de l'article 34 sans aucune autre indemnité que celle découlant des travaux ou améliorations apportés par ce locataire.

Entente **37.** La ville peut conclure avec le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation toute entente portant sur l'application de la présente loi.

- Publication**      **38.** Une entente conclue suivant le présent chapitre doit être publiée par le greffier de la ville de la même manière qu'un règlement municipal conformément à l'article 362 de la Loi sur les cités et villes.
- Taxe spéciale**      **39.** Pour pourvoir aux dépenses occasionnées par une opération faite en vertu de la présente loi, la ville peut, notamment, imposer une taxe spéciale qui peut être imposée conformément à l'article 487 de la Loi sur les cités et villes.
- Emploi des sommes perçues**      **40.** Les sommes provenant d'une aliénation ou d'une location d'immeubles faite en vertu de la présente loi, soustraction faite des coûts d'administration et d'entretien qui s'y rapportent, doivent être employées à l'extinction des engagements contractés par la ville en vertu de la présente loi.
- Excédent**      L'excédent de ces deniers peut être réservé à des fins prévues par la présente loi ou porté au fonds général de la ville.
- Fin présumée**      **41.** Un immeuble situé dans le territoire décrit en annexe et que la ville a acquis ou acquiert en vertu de l'article 536 de la Loi sur les cités et villes est réputé acquis pour les fins prévues par la présente loi.
- Disposition non applicable**      L'article 539 de la Loi sur les cités et villes ne s'applique pas à un immeuble situé dans le territoire décrit en annexe.
- Exonération du droit de mutation**      **42.** Le cessionnaire d'un immeuble cédé par la ville en contrepartie d'un immeuble acquis par celle-ci est exonéré du paiement du droit de mutation prévu à la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre M-39).
- Mention du remembrement**      Mention doit être faite à l'avis visé à l'article 10, aux fins de l'article 9 de cette loi, qu'il s'agit d'une opération de remembrement effectuée conformément à la présente loi.
- Acquisition par un non-résident**      **43.** La Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidents (L.R.Q., chapitre A-4.1) ne s'applique pas à un immeuble qui fait l'objet d'un échange effectué conformément à la présente loi. Elle s'applique cependant dans le cas d'une acquisition par un non-résident d'un lot offert par la ville faite en vertu de l'article 33.
- Mention du remembrement**      Mention doit être faite à l'avis visé à l'article 10, aux fins de l'article 24 de cette loi, qu'il s'agit d'une opération de remembrement effectuée conformément à la présente loi.

Avis d'expropriation

**44.** L'avis visé à l'article 10 est réputé être un avis d'expropriation aux fins de l'application de l'article 16 de la Loi concernant les droits sur les transferts de terrains (L.R.Q., chapitre D-17).

Droit réel immobilier

**45.** La présente loi ne s'applique pas à un droit réel immobilier que peut détenir le ministre du Revenu sur un immeuble faisant l'objet d'un remembrement. Elle n'a pas non plus pour effet de limiter ou d'empêcher l'application en tout ou en partie des dispositions d'une loi fiscale, au sens de l'article 1 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31).

Immeuble présumé propriété de la ville

**46.** Un immeuble situé à l'intérieur du territoire décrit en annexe et apparaissant aux plan et livre de renvoi comme chemin public, rue ou ruelle, parc ou terrain de jeu, passage pour piétons ou autre voie de circulation est déclaré être la propriété de la ville si aucune taxe foncière n'est acquittée pour cet immeuble depuis au moins trois ans avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Titre valide

La ville peut consentir un titre valide sur cet immeuble.

Désaffectation

L'annulation ou le remplacement de la numérotation cadastrale d'un chemin public, rue ou ruelle, parc ou terrain de jeu, passage pour piétons ou autre voie de circulation ou le dépôt de tout plan qui attribue, autrement que par subdivision, à ce lot ou à cette partie de lot une nouvelle numérotation sans référence à son affectation en confirme la désaffectation.

Publication

Le greffier de la ville fait publier une fois à la *Gazette officielle du Québec* et dans un journal circulant sur le territoire de la ville un avis contenant :

1° le texte du présent article;

2° une description sommaire, par croquis, des voies de circulation visées au premier alinéa.

Réclamation

Toute réclamation est éteinte et prescrite si elle n'est pas exercée par action intentée devant la Cour supérieure dans l'année qui suit la dernière publication de l'avis visé au quatrième alinéa.

Désistement

**47.** Malgré le premier alinéa de l'article 52.1 de la Loi sur l'expropriation, il est toujours loisible à la ville de se désister totalement ou partiellement d'une mesure prise dans le but de réaliser un remembrement, avant l'enregistrement de l'avis visé à l'article 14.

Dommages

Les dommages qui peuvent être accordés en vertu du deuxième alinéa de cet article 52.1 ne peuvent excéder la valeur de l'immeuble

portée au rôle d'évaluation en vigueur à la date de l'envoi de l'avis visé à l'article 10, multipliée par le facteur établi pour le rôle en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1).

Annulation  
de clause  
restrictive

**48.** Toute clause restrictive contenue dans un acte de vente enregistré dans la division de Chambly le 4 juin 1974 sous le numéro 405844 concernant une partie des lots 126 et 127 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Hubert, division d'enregistrement de Chambly, à l'effet que ces immeubles ou parties de ceux-ci ne peuvent être utilisés qu'à un usage restreint pour des fins commerciales est annulée dans tout contrat ou titre quelconque relatif à ces emplacements.

Droit réel  
converti  
en droit  
personnel

S'il est une personne qui, sans le présent article, aurait pu réclamer en justice quelque droit réel sur la totalité ou quelque partie des immeubles visés dans cet article, sa réclamation est convertie en une réclamation personnelle contre la ville pour un montant égal à la valeur de tel droit réel calculé à la date de la sanction de la présente loi.

Prescription

Une telle réclamation sera prescrite le même jour que l'aurait été la réclamation du droit réel dont elle tient lieu si elle n'avait pas été ainsi convertie; le montant de cette réclamation non plus que la réclamation elle-même ne constituera un droit réel ou une charge sur ces lots ou l'une quelconque de leurs parties, le tout sans préjudice aux recours en garantie du propriétaire actuel ou de ses ayants droits contre toute personne pouvant être tenue au paiement d'une telle réclamation.

Dépôt

L'enregistrement d'une copie conforme de la présente loi se fait par dépôt.

Inscription

À cette occasion, le registrateur de Chambly inscrit en marge de l'acte enregistré dans sa division d'enregistrement sous le numéro 405844: « Voir la loi enregistrée sous le numéro... ».

Entrée en  
vigueur

**49.** La présente loi entre en vigueur le 18 décembre 1991, sauf l'article 48, qui entrera en vigueur à la date fixée par le gouvernement.

## ANNEXE

Un territoire situé à l'intérieur des limites actuelles de la municipalité de la ville de Saint-Hubert, municipalité régionale de comté de Champlain, et pouvant spécifiquement être décrit comme suit:



Une première partie de ce territoire comprenant, en référence aux cadastres de la paroisse de Saint-Hubert et de la paroisse de Sainte-Famille-de-Boucherville, division d'enregistrement de Chambly, tous les lots ou parties de lots, blocs ou parties de blocs et leurs subdivisions présentes et futures, renfermés à l'intérieur des limites suivantes, à savoir:

partant d'un point « A » situé à l'intersection de la ligne séparative des lots 7 et 8 du cadastre de la paroisse de Saint-Hubert avec la limite Nord-Ouest de la municipalité de la ville de Saint-Hubert; de ce point dans des directions générales Nord-Est, Sud-Est puis Sud-Ouest, suivant les irrégularités de ladite limite municipale, jusqu'au point « B » situé sur la limite Sud-Est de la municipalité, au Sud-Ouest de la ligne séparant les lots 229 et 230 du cadastre de la paroisse de Sainte-Famille-de-Boucherville, à une distance de cinquante mètres (50 m) mesurée suivant la limite municipale à partir de la ligne séparative desdits lots; de ce point, vers l'Ouest, suivant une ligne droite jusqu'au point « C » situé à cent cinquante mètres (150 m) au Sud-Ouest de la ligne séparant le cadastre de la paroisse de Saint-Hubert du cadastre de la paroisse de Boucherville et à trois cent cinquante mètres (350 m) au Nord-Ouest de la limite Sud-Est de la municipalité de la ville de Saint-Hubert; de ce point, vers le Nord-Ouest, suivant une ligne parallèle à la ligne séparant lesdits cadastres jusqu'à son intersection avec la limite Est de l'emprise de la route de l'Aéroport, soit le point « D »; de ce point, vers le Nord-Ouest, suivant ladite limite de l'emprise et son prolongement jusqu'à la limite Nord-Ouest de l'emprise du chemin de la Savane, soit le point « E »; de ce point, vers le Sud-Ouest, suivant ladite limite de l'emprise jusqu'à la limite Sud-Ouest du lot 7 du cadastre de la Paroisse de Saint-Hubert, soit le point « F »; de ce point, vers le Nord-Ouest, suivant la ligne Sud-Ouest dudit lot jusqu'au point de départ « A ».

Une deuxième partie de ce territoire comprenant, en référence au cadastre de la paroisse de Saint-Hubert, division d'enregistrement de Chambly, tous les lots ou parties de lots, blocs ou parties de blocs et leurs subdivisions présentes et futures, renfermés à l'intérieur des limites suivantes, à savoir:

partant d'un point « G » situé à l'intersection de la limite Sud-Ouest du cadastre de la paroisse de Saint-Hubert avec la limite Nord-Ouest de l'emprise de l'autoroute no. 30; de ce point, vers le Nord-Est, suivant ladite limite de l'emprise jusqu'à la limite Sud-Ouest de l'emprise du chemin de fer Canadien National, soit le point « H »; de ce point, vers le Sud-Est, suivant ladite limite de l'emprise jusqu'à son intersection avec le prolongement vers le Sud-Ouest de la ligne séparative des lots 100 et 101, soit le point « I »;

de ce point, vers le Nord-Est, suivant ledit prolongement puis la ligne séparative desdits lots sur une distance de deux cents mètres (200 m), soit le point « J »; de ce point, vers le Nord-Ouest, suivant une parallèle à la ligne Sud-Ouest du lot 101 jusqu'à la ligne Nord-Ouest du lot 101, soit le point « K »; de ce point, vers le Nord-Est, suivant la ligne Nord-Ouest dudit lot et son prolongement jusqu'à la limite Sud-Ouest de la concession côté Nord-Est du chemin de Chambly, soit le point « L »; de ce point, vers le Nord-Ouest, suivant ladite limite jusqu'à son intersection avec la limite Nord-Ouest de l'emprise de l'autoroute no. 30, soit le point « M »; de ce point, vers le Nord-Est, suivant ladite limite de l'emprise jusqu'à la limite Nord-Ouest de la municipalité de la ville de Saint-Hubert, soit le point « N »; de ce point, vers le Nord-Est, le Sud-Est puis le Sud-Ouest, suivant les limites de ladite municipalité jusqu'à la limite Nord-Est de la concession côté Sud-Ouest du chemin de Chambly, soit le point « O »; de ce point, vers le Nord-Ouest, suivant ladite limite jusqu'à la ligne Sud-Est du lot 91, soit le point « P »; de ce point, vers le Sud-Ouest, suivant la ligne Sud-Est dudit lot et son prolongement jusqu'à la limite Sud-Ouest de l'emprise du chemin de fer Canadien National, soit le point « Q »; de ce point, vers le Sud-Est, suivant ladite limite de l'emprise jusqu'à la limite Sud-Est de la municipalité de la ville de Saint-Hubert, soit le point « R »; de ce point, dans une direction générale Sud-Ouest puis Nord-Ouest, suivant les limites de ladite municipalité jusqu'au point de départ « G ».